

# SAMBA, Miatta Maria (Sierra Leone)

[Original : anglais]

## Curriculum vitae

### Données personnelles

Nom : Samba  
Prénom(s) : Miatta Maria  
Sexe : Féminin  
Date de naissance : 3 octobre 1971  
Nationalité : Sierraléonaise  
Critère régional : Afrique  
État civil : Mariée  
Liste A / Liste B : Liste A  
Langues : Langue maternelle : anglais  
Français : (écrit) élémentaire ; (oral) élémentaire

### Études

01/2013–01/2014 : Centre pour le droit et les politiques en matière d'énergie, de pétrole et de mines, Université de Dundee, Écosse, Royaume-Uni. Maîtrise en droit (LL.M) avec concentration en politiques et droit pétrolier (avec distinction).  
01/2001–12/2001 : Centre des droits de l'homme, Université de Pretoria, Pretoria, Afrique du Sud. Maîtrise en droit (LL.M) avec concentration en droits de l'homme et démocratisation en Afrique.  
09/1998–07/1999 : École de droit de Sierra Leone, Freetown, Sierra Leone. Licence en droit "Utter Barrister" (BL) (*Second Class Upper Division*).  
10/1993–07/1998 : Collège Fourah Bay, Université de Sierra Leone, Freetown, Sierra Leone. Licence en droit (LL.B), avec mention (*Second Class*).  
10/1992–07/1998 : Collège Fourah Bay, École de droit de Sierra Leone, Freetown, Sierra Leone. Licence en arts (BA) (*First Division*).

### Expérience

01/2020–Présent : Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone (*Residual Special Court for Sierra Leone, RSCSL*). Juge. Tribunal spécial résiduel de Sierra Leone et des Nations Unies, chargé d'assumer les fonctions du Tribunal spécial pour la Sierra Leone qui était mandaté de poursuivre les principaux responsables de crimes d'atrocités commis en Sierra Leone. Le RSCSL assume des fonctions judiciaires résiduelles, dont le contrôle de l'application des peines ; l'examen des condamnations et des libérations anticipées et acquittements ; et le pilotage des procédures d'outrage au tribunal.  
08/2015–Présent : Magistrature de la République de Sierra Leone. Juge de la Cour haute et, depuis 2019, juge de la Cour d'appel. La Cour haute est la première cour d'instance des juridictions supérieures en Sierra Leone, et a compétence en matière civile et pénale, y compris en matière de délits sexuels, de fraude et d'autres délits graves et complexes. La Cour d'appel est une instance des Cours de juridiction supérieure en Sierra Leone, habilitée à entendre et trancher les appels de tout jugement, décision ou ordonnance de la Cour haute en matière pénale et civile. Siégeant en panel de trois juges ou seule, j'entends et je tranche des appels de droit pénal complexes et graves, y compris en matière de corruption, de fraude, de meurtre et de délits sexuels. De plus, siégeant en panel, j'ai entendu et tranché des causes de

la Cour suprême (Cour constitutionnelle et d'appel final de Sierra Leone), à la demande du juge en chef de la République de Sierra Leone.

- 10/2010–06/2015 : Commission anti-corruption de Sierra Leone. Procureur. Dirigé la poursuite du maire en fonction de Freetown dans l'affaire *L'État c. Herbert Akieremi George-Williams et consorts* (2012) pour détournement de fonds publics ; dirigé la poursuite du désigné du Président et chef de l'agence gouvernementale *Attitudinal and Behavioural Change* pour détournement de fonds publics et abus de pouvoir dans l'affaire *L'État c. Philip Conteh, Lansana Zanto Kamara et Alieu Badara Lkamara*, entre autres affaires.
- 10/2010–06/2015 : Cour pénale internationale. Fonctionnaire chargée de la planification des opérations hors siège. Bureau du Procureur, Bureau extérieur de l'Ouganda. Travaillé sur la situation en Ouganda, administré et maintenu la base de données des témoins de la Poursuite dans le Nord de l'Ouganda ; mené des évaluations de risques, assuré la liaison avec des intervenants critiques et leaders communautaires ; fourni un appui aux enquêteurs du Bureau du Procureur en mission sur le terrain au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.
- 10/2002–10/2010 : Tribunal spécial pour la Sierra Leone (*Special Court for Sierra Leone, SCSL*). Avocat de première instance adjoint. À titre d'avocat de première instance adjoint, j'ai offert un appui à la Poursuite et agi comme coordonnateur de l'administration des témoins et comme enquêteur. Dans le cadre de l'équipe de la Poursuite dans l'affaire *L'État c. Hinga Norman, Alieu Kondowa et Moinina Fofana*, j'ai analysé et évalué les déclarations des témoins de la Poursuite et dirigé et interrogé les témoins en audience. À titre de coordonnateur de l'administration des témoins, j'ai préparé la liste de tous les témoins de la Poursuite dans la Base de données d'administration des témoins ; administré et maintenu la liste des témoins de la Poursuite au Sierra Leone et ailleurs pour ce qui est des inculpés des organisations *Civil Defence Force* (CDF), *Armed Forces Revolutionary Council* (AFRC) et *Revolutionary United Front* (RUF) ; maintenu le contact avec tous les témoins de la Poursuite ; effectué des évaluations de risques et prodigué des conseils sur la réinstallation des témoins, selon que de besoin. J'ai fait enquête et assuré la liaison avec des tierces parties dans le cadre des crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumément commis pendant la guerre civile en Sierra Leone dans le cadre des affaires CDF, AFRC et RUF au SCSL.

#### **Autres activités professionnelles**

- 01/2020-Présent : Présidente, Commission de l'aide juridique de Sierra Leone, établie par Loi du Parlement en 2012. Mandatée d'offrir des services d'aide juridique gratuits aux pauvres, y compris des services de représentation juridique, de conseils, de communication légale et communautaire, et de modes alternatifs de résolution des différends.
- 06/2017 : Professeur, Droit pénal, Université de Sierra Leone
- 10/2003-06/2006 : Professeur, Droit contractuel, Université de Sierra Leone
- 05/2002 : Défense des droits de l'homme. Consultante, Campagne pour la bonne gouvernance : rédaction des communications avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples concernant des violations des droits de réfugiés sierraléonais en Guinée, et dépôt de communications avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur nos constatations.
- 01/2002 : Défense des droits de l'homme. Institut pour les droits humains et le développement en Afrique (Gambie) : dirigé une équipe d'enquêteurs dans l'enquête concernant des présumées violations des droits de réfugiés sierraléonais en Guinée, et dépôt de communications auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur nos constatations.
- 11/1999-08/2015 : Lancé l'organisation *Legal Access through Women Yearning for Equality Rights and Social Justice* (L.A.W.Y.E.R.S.) et offert des services pro bono à cette organisation des droits de la personne. Créée en février 1997, au plus fort du conflit civil en Sierra Leone, son objectif est de mettre le droit au service de la protection et de la promotion des droits des femmes et des filles en Sierra Leone. L.A.W.Y.E.R.S. offre des conseils juridiques et une représentation en audience gratuite aux femmes et filles pour toutes sortes de questions, dont la violence sexuelle et conjugale.

## **Publications pertinentes**

*An Analysis of Human Rights Treaties Applicable in Sierra Leone* (« Analyse des traités des droits de la personne applicables en Sierra Leone ») (non édité, Programme de développement du secteur de la justice, 2007)

*Commentary on Human Rights Treaties Signed and /or Ratified by Sierra Leone* (« Commentaires sur les traités des droits de la personne signés ou ratifiés par la Sierra Leone ») (non édité, Programme de développement du secteur de la justice, 2006)

## **Séminaires pertinents**

Le rôle crucial de la justice pénale internationale dans l'atteinte de l'Objectif de développement durable 16 ; événement parallèle, Journée mondiale pour la justice internationale, Nations Unies, New York, 17 juillet 2019

Violence sexuelle et sexuée dans notre communauté : le rôle de L.A.W.Y.E.R.S dans l'abolition de l'impunité et dans l'accès à la justice pour les victimes, Freetown, 1<sup>er</sup> octobre 2015

Loi anti-corruption de 2008 et Convention des Nations Unies contre la corruption ; exposé dans le cadre d'un cours de formation des Forces armées de Sierra Leone, caserne militaire de Benguema, 18 septembre 2012

Poursuite des crimes de l'emploi d'enfants soldats et de violence contre les femmes ; Bureau du Procureur ; Tribunal spécial pour la Sierra Leone ; 26 avril 2006

Recrutement des enfants : crime de guerre ; 14<sup>e</sup> Conférence annuelle des droits de l'homme, Johannesburg, 9 septembre 2005

Les droits des femmes dans les instruments internationaux et régionaux ; Campagne pour la bonne gouvernance, atelier de formation sur les droits de la personne à l'intention du personnel sur le terrain, Freetown, 5 mai 2004

Tribunal spécial pour la Sierra Leone : Impunité, responsabilité et dissuasion ; Campagne pour la bonne gouvernance, Freetown, juillet 2002

## **Associations et ordres professionnels**

1. Association internationale des femmes juges
2. Association des Magistrats et Juges du Commonwealth
3. DEFLOSACS Company (organisation caritative en Sierra Leone)

## **Distinctions et honneurs**

Prix pour service diligent, journal *The Source*, Sierra Leone, 2019

## **Intérêts personnels**

Arts de la scène, littérature

## **Autre**